



OCTOBRE
2009

N°23

La lettre de Marisol Touraine

Députée de l'Indre-et-Loire - Vice-présidente du groupe socialiste
Vice-présidente du Conseil général - Secrétaire nationale du Parti socialiste

L'ÉDITO DE MARISOL TOURAINE

DÉNIS DÉMOCRATIQUES

Le gouvernement a lancé à la hussarde le double chantier de la réforme des collectivités territoriales et de la suppression de la taxe professionnelle. Des évolutions s'imposent, mais N. Sarkozy a en réalité engagé la reprise en main des collectivités locales, aujourd'hui majoritairement de gauche.

On assiste au retour de l'étatisme, péché originel supposé de la gauche ! Un exemple parmi d'autres : les nouvelles agences régionales de santé n'auront aucune autonomie par-rapport au gouvernement, les élus locaux (notamment régionaux) en sont absents et c'est le préfet de région qui préside leur conseil de surveillance. Il faut défendre les acquis de la décentralisation, qui permet de mener des projets d'intérêt public correspondant aux attentes locales. Cela implique l'autonomie financière : le remplacement de la taxe professionnelle, assurément obsolète, par des dotations d'Etat, soumet les exécutifs locaux au bon vouloir du pouvoir central !

A cela s'ajoute la fin de la clause de compétence générale : on peut débattre de la multiplication des financements croisés : mais en l'état, le gouvernement va rendre impossible le soutien par les conseils généraux ou régionaux aux associations sportives, culturelles ou sociales ! Belle avancée démocratique, en vérité ! Le gouvernement se préoccupe de la démocratie comme d'une guigne : il a imposé sa loi sur la TP à des députés rétifs et l'élection des futurs conseillers territoriaux (les conseillers généraux siègeront en même temps à la région) à un scrutin uninominal à un tour permettra à l'UMP, minoritaire en voix, de rafler de 70 à 80 % des sièges ! Démocratique, vraiment ?

La droite elle-même, Jean-Pierre Raffarin en tête, s'affole à la perspective de perdre son autonomie fiscale : on la voudrait aussi plus offensive sur le changement de mode de scrutin et le soutien à la démocratie locale.

Marisol Touraine

1

SOMMAIRE

- * PAGE 1 : L'ÉDITO DE MARISOL TOURAINE
- * PAGE 1 : LA PERLE DU MOIS
- * PAGE 2 : RETOUR SUR LES 1ÈRES ASSISES DE L'INSERTION
- * PAGE 2 : DÉBAT « CONCILIER JUSTICE SOCIALE ET ÉCOLOGIE »
- * PAGE 2 : RETOUR SUR LE COLLOQUE « UN TOIT POUR CHAQUE JEUNE »
- * PAGE 3 : ZOOM SUR...LE BUDGET DE L'ÉTAT 2010
- * PAGE 3 : RÉFORME DES COLLECTIVITÉS ET SUPPRESSION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE : VERS UNE RUPTURE DU PACTE RÉPUBLICAIN
- * PAGE 4 : OCTOBRE 2009... RETOUR EN IMAGES

FASTUEUSE PRÉSIDENTE FRANÇAISE DE L'UE...

Si la place de la France dans l'Union Européenne devait se juger aux dépenses réalisées lors de sa Présidence du second semestre 2008, nul doute qu'elle occuperait la 1ère place ! Le rapport de la Cour des comptes laisse pantois... Budget global de **175 millions** d'€ (contre 70 millions en moyenne pour les autres pays), **16 millions** dépensés pour le sommet de l'Union pour la Méditerranée dont un seul dîner a coûté **1.072.437 €** pour 200 personnes, soit **5.362 €** par invité (presque 5 fois le SMIC mensuel et beaucoup plus cher qu'un restaurant trois étoiles!), **245.572 €** pour l'aménagement des bureaux de N. Sarkozy avec 8 salles d'entretiens bilatéraux (avec douches !)... Folie des grandeurs alors même que la crise touche durement les Français auxquels on demande des efforts quotidiens... Qui disait en 2007 vouloir une « République irréprochable » ? C.L

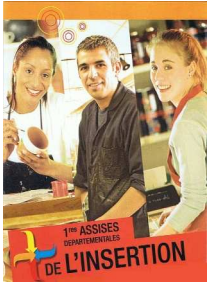
LA PERLE DU
MOIS...

De Lionnel Luca, député UMP, à propos des trois Afghans expulsés :
« S'ils étaient des hommes, ils se battraient eux aussi pour leur liberté sur leur territoire ».

Cela se passe de commentaires...

C.L

RETOUR SUR LES 1ÈRES ASSISES DE L'INSERTION



« Les politiques d'insertion constituent un pilier majeur de l'action du Conseil général. La précarité, la pauvreté demeurent une réalité culturelle et sociale dans notre pays, malgré son niveau général de richesse. La relégation sociale de millions de nos concitoyens représente une indignité collective qui exige un engagement et une volonté sans cesse réaffirmés (...) la mobilisation pour l'insertion n'est pas, et n'a jamais été, un acte d'assistance ou de compassion, mais représente une exigence, assurément morale, mais aussi économique et démocratique ». C'est avec ces mots que Marisol TOURAINE a ouvert les premières assises de l'insertion.

Au delà des tables rondes organisées, le temps fort de la journée a été l'intervention de Denis CLERC ⁽¹⁾ qui a présenté un éclairage parfois

décapant sur l'insertion. Il a notamment dénoncé le fait que les secteurs d'activités faisant l'objet des plus fortes mesures d'allègements fiscaux, la restauration et les services à la personne, sont ceux qui connaissent les plus fortes proportions de travailleurs pauvres.

Pour conclure cette journée Marisol TOURAINE a tracé les grandes lignes de la future politique d'insertion de l'Indre-et-Loire : une démarche active et globale prenant en compte les problèmes de mobilité, de santé ou de logement, le renforcement de l'insertion par l'économique, du partenariat avec les associations et du lien avec les entreprises et enfin l'encouragement aux actions locales innovantes et expérimentales.

(1) : Denis Clerc est co-fondateur du magazine Alternatives économiques et auteur de « La France des travailleurs pauvres », Grasset 2008.

J-M B

2



DÉBAT « CONCILIER JUSTICE SOCIALE ET ÉCOLOGIE »

Pour favoriser le débat et l'échange d'idées, Marisol Touraine a souhaité, avec *Besoin de Gauche*, organiser une série de rencontres permettant un échange ouvert à tous.

Exercice réussi le 22 octobre avec Bettina Laville, qui tout en étant engagée politiquement, est une spécialiste reconnue des questions environnementales. Elle a mené la discussion en articulant réflexion théorique et discours concret.

La planète est-elle vraiment en danger ? Oui nous répond Bettina Laville. Les équilibres sont en train d'être détruits, le réchauffement climatique est inévitable mais il peut être minimisé. Nous devons nous soucier des générations futures mais aussi des pays du Sud. Cela ne signifie pas pour autant que nous devons vivre malheureux ni qu'il faille engager la décroissance, qui sacrifierait les 2/3 de l'humanité.

Une réflexion s'impose sur le modèle de société que nous voulons. Pour la spécialiste, « ce n'est pas de croissance dont nous avons besoin mais de prospérité ». Le problème politique est de savoir s'il est possible de faire des efforts dans notre vie quotidienne sans compromettre notre vie économique. Cela sera difficile, les réactions autour de la taxe carbone en sont l'illustration. Néanmoins la taxation des ressources épuisables est nécessaire. Bettina Laville espère retrouver une pensée utopiste autour d'un nouveau modèle de croissance. Une réflexion sur un nouvel humanisme, en somme.

L.A

RETOUR SUR LE COLLOQUE « UN TOIT POUR CHAQUE JEUNE »

A l'occasion de son 40^{ème} anniversaire, la Fondation de France a organisé un colloque sur le logement des jeunes à Tours, le 5 octobre dernier. Il s'agissait de mobiliser et d'accompagner les élus et les partenaires locaux dans leurs politiques destinées aux jeunes. Membre de la commission Hirsch, Marisol Touraine a d'abord martelé l'urgence de soutenir l'accès des jeunes à un logement autonome et regretté le vide des propositions de N. Sarkozy en la matière. Elle a ensuite rappelé l'action menée par le Conseil général en direction des 16/25 ans, qui veut garantir l'égalité d'accès à un logement sur tout le territoire tourangeau. Le Conseil général s'appuie sur des associations, notamment *Jeunesse et Habitat*, via le Fond de solidarité pour le logement, dispositif qu'il pilote et finance. L'an dernier dans le département, ce sont ainsi 1 500 jeunes qui ont été soutenus. L'existence de logements financièrement accessibles et diversifiés est une des conditions du maintien et de l'accueil des jeunes en Indre-et-Loire.

L.A

TEMPS FORTS

Artannes-sur-Indre

Visite d'entreprise

Chambray-lès-Tours

Forum de l'emploi et signature de la charte de la diversité

Dolus-le-Sec

Festival Carrefour du monde

Genillé

Foire aux marrons

Loches

Vernissage de l'exposition

« l'histoire et la vérité »

Visite de la Maison Familiale Rurale

Montbazon

Pot de départ de Pascale Joly au PISE

Monts

Salon des artistes montois
Votation citoyenne sur La Poste
Remise de pris à l'AS Monts foot

Mouzay

Rencontre avec les élus

Parçay-Meslay

1ères Assises de l'insertion

Reignac-sur-Indre

Salon des artistes créatifs

Saint-Pierre-des-Corps

Inauguration du self au lycée
Martin Nadaud

Tours

Colloque sur le logement des jeunes

Vernissage de l'exposition
Max Ernst

Rencontre avec l'association
RILE Touraine

Varenes

Visite de la commune

Veigné

Exposition sur la forêt
Exposition annuelle des
Croqueurs de Pommes

Vou

Rencontre avec les élus



ZOOM SUR...LE BUDGET DE L'ÉTAT 2010

Alors que l'Assemblée nationale a examiné le projet de budget 2010, les députés socialistes ont fait de la question fiscale la bataille centrale de cet examen. L'injustice fiscale est à son comble, elle est au cœur de la politique de Nicolas Sarkozy et de son gouvernement. Les socialistes s'opposent au matraquage fiscal des ménages modestes et proposent une politique alternative.

- L'indécence fiscale :

- **39 milliards** d'allègements fiscaux (bouclier fiscal, niches fiscales, ISF...) bénéficient à **1 % des Français** les plus riches,
- **834 contribuables** ont touché un chèque moyen de **368.261 €** (soit l'équivalent de **30 années de SMIC** !),
- **2,7 milliards de baisse sans contrepartie de la TVA** sur la restauration n'ont eu aucun effet sur les prix, l'emploi et les salaires,
- **20 taxes créées** depuis 2007 (augmentation du forfait hospitalier, fiscalisation des indemnités pour les accidentés du travail...) pèsent sur tous les Français.

- Le service public malmené :

- **33 700 postes** de fonctionnaires supprimés, dont **16 000 postes** dans **l'Education nationale** : économie de **540 millions** comparés

aux 2,7 milliards de cadeaux fiscaux aux restaurateurs,

- crédits affectés à l'emploi : **moins 16 %**,
 - crédits affectés au logement : **moins 6 %**,
 - budget de la politique de la ville (priorité nationale pour 2007 !) : **moins 4 %**,
- *Les propositions des socialistes pour la justice fiscale et la lutte contre les déficits et la dette:*
- **plafonnement** des niches fiscales à **15.000 €**,
 - suppression du bouclier fiscal,
 - suppression des allègements d'ISF,
 - **majoration de 50 %** et indexation automatique du barème de la **prime pour l'emploi** et aide immédiate de **500 €** aux titulaires de **minima sociaux**,
 - suppression de la baisse de la TVA pour les restaurateurs,
 - instituer une **taxe de 10 %** sur les profits des banques.

C.L

3

RÉFORME DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET SUPPRESSION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE : RUPTURE DU PACTE RÉPUBLICAIN.

L'Etat s'apprête à reprendre en main les pouvoirs locaux, à revenir sur la décentralisation et choisit le populisme et la démagogie en lançant une campagne de dénigrement à l'égard des collectivités et de leurs élus.

Dispendieuses, les collectivités locales ? Alors que les comptes de la Nation sont aujourd'hui plombés par un déficit de 140 milliards d'euros, soit 8,5 % du PIB, que la dette explose à 1 400 milliards d'euros, soit 84% du PIB, rappelons que les collectivités locales n'y sont pour rien puisqu'elles ont l'obligation légale de voter des budgets en équilibre, et que leur part de la dette publique se limite à 10%. Le gouvernement les accuse de recrutements massifs...mais la plupart des emplois créés résultent des transferts de compétences de l'Etat (TOS dans les collèges et lycées, DDE). Quant aux indemnités d'élus, elles pèsent 0,1% du budget des collectivités territoriales !

Quelle autonomie sans ressources ? Les régions, les départements et les communes sont les premiers acteurs des services publics locaux. Mais la remise en cause sèche de la clause générale de compétences (qui évite la spécialisation des collectivités) peut les faire disparaître, faute de financements. Les conditions de suppression de la taxe professionnelle à ce jour proposées provoqueraient la fin de l'autonomie fiscale des collectivités et le report de la fiscalité des entreprises sur les ménages dont la part passerait de 49 à 73 % du total des recettes fiscales locales. Même la droite est inquiète...

Que proposer ? Les élus socialistes demandent la mise en place d'une grande concertation afin d'engager un véritable acte III de la décentralisation. Cette réforme devra s'accompagner d'une réforme fiscale globale, d'une clarification des compétences et des modes de financements des projets des collectivités ainsi que de la mise en place de modes de scrutins respectueux de la démocratie locale.

TEMPS FORTS

Examen du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 / Auditions des syndicats de France Télécom / Journée pour l'emploi organisé par le Parti socialiste / Journée débat sur la santé au Parti socialiste / Poursuite des travaux en collaboration avec la fondation Jean Jaurès.

RETOUR EN IMAGES

OCTOBRE 2009...



03/10

Salon des artistes
à Monts



03/10

Votation citoyenne
sur La Poste



08/10

Forum de l'emploi
à Chambray-lès-Tours



18/10

Inauguration des travaux
de l'école à Genillé



22/10

Débat sur l'écologie avec
Bettina Laville à Tours



24/10

Salon des artistes créatifs
à Reignac-sur-Indre

4

NOVEMBRE 2009... LES RENDEZ-VOUS

Vote solennel sur le projet
de loi de financement de la
sécurité sociale pour 2010 /
Auditions sur les risques
psycho-sociaux au travail /
Inauguration de Ferme Expo
à Tours...

L'ÉQUIPE



Jean-Marie Beffara
Député suppléant
Conseiller régional



Benoît Auguste
Assistant parlementaire
à l'Assemblée nationale



Ludivine Antigny
Assistante parlementaire
à Montbazou



Christophe Lugnot
Assistant parlementaire
à Montbazou

Articles de Marisol sur l'actualité, compte-rendus de ses interventions à l'Assemblée nationale, interviews télévisées et radios, articles de presse des visites dans la circonscription, agenda de la semaine...

Retrouvez toute l'actualité de Marisol Touraine sur le blog :

marisoltouraine.typepad.fr

Si vous souhaitez recevoir la lettre par courriel, merci d'adresser vos coordonnées à :

marisoltouraine@orange.fr



Loches :

5, rue Quintefol

Horaires d'ouverture :

Le lundi de 14h00 à 18h00 ;
le mercredi de 09h00 à 12h00 et de
14h00 à 18h00 ;
le samedi de 9h00 à 12h00

Permanences parlementaires :

Montbazou :

1, rue des douves

Horaires d'ouverture :

Lundi – Mardi – Jeudi – Vendredi :
09h00 – 12h30 / 14h00 – 18h00

Mercredi :

14h00 – 18h00

Saint-Pierre-des-Corps :

5, rue Pierre Curie

Horaires d'ouverture :

Le mercredi
de 10 h 00 à 12 h 00